

Primaire de la macronie à Grenoble : la candidate de la majorité et le candidat du Gouvernement sont dans un bateau...

Le rapport OXFAM publié le 20 janvier 2020 sur l'état des inégalités en France pointe les lourdes responsabilités du gouvernement d'Edouard Philippe dans l'aggravation des inégalités dans notre pays. Extraits :

- mise en danger de notre modèle social : « Ce modèle est pourtant en danger car notre fiscalité repose de manière croissante sur des impôts régressifs comme la TVA & la CSG, des impôts qui pèsent proportionnellement plus sur les citoyen.ne.s les plus pauvres. Les recettes de la TVA, la première recette fiscale de l'Etat, ont augmenté de 25% depuis 2000 et celles de la CSG... de 370 % ! L'impôt sur les sociétés qui représente le 4e poste de recettes est en baisse de 23% depuis 20 ans ».
- choix fiscaux qui profitent aux 1% les plus riches : « les 1% les plus riches continuent à creuser leur écart en voyant leur pouvoir d'achat augmenter de 4 462 euros par an, sans parler des 0,1% qui font carrément sécession en bénéficiant d'un cadeau fiscal qui se chiffre à 23 072 euros par an » mise en danger du modèle social, fiscalité avantageuse pour les ultra riches.
- explosion de la pauvreté : « Cela vient illustrer la tendance mise en évidence par l'INSEE en octobre dernier » : les inégalités sont repartiées à la hausse en 2018 et ont connu la plus forte progression depuis 2010. [...] Tout aussi grave, l'INSEE nous apprend aussi que la pauvreté est également en train gagner du terrain : le taux de pauvreté a progressé de 14,1 % à 14,7% entre 2017 et 2018, ce qui signifie que 400 000 personnes ont basculé sous le seuil de pauvreté et que la France compte désormais 9,8 millions de pauvres.»

Au moment où plus d'une dizaine de membres du gouvernement d'Édouard Philippe se présentent aux élections municipales de mars prochain (<https://www.lejdd.fr/Politique/municipales-quels-sont-les-ministres-pret-a-se-lancer-3927324>), Olivier Noblecourt, délégué interministériel chargé de la lutte contre la pauvreté a, le 16 décembre dernier, à son tour, annoncé sa candidature à la mairie de Grenoble... tout en affichant sa « fierté et sa loyauté » envers l'action engagée par le gouvernement pointé par OXFAM pour sa politique antisociale.

Le calendrier de cette déclaration a provoqué un fort malaise chez nous comme chez nombres de Grenobloises et de Grenoblois car elle est intervenue, à la minute près, et à quelques mètres de là, du Conseil municipal de Grenoble où Alain Carignon, l'ancien maire corrompu de Grenoble, faisait son retour après 24 ans d'absence dans notre vie publique locale.

Fidèles aux statuts de notre famille politique et attachés à la tradition rassembleuse du Parti Socialiste, nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre colère quant aux conditions dans lesquelles la section du Parti Socialiste Grenoblois a torpillé notre calendrier interne et ses modalités, coûté la suspension du secrétaire de la section grenobloise, pour apporter son soutien à la candidature du délégué interministériel alors toujours en responsabilité.

Nous constatons aujourd'hui la contradiction manifeste entre la posture de la section PS de Grenoble, soutien d'un membre du Gouvernement, et cela au moment où la ligne nationale du Parti Socialiste réaffirme chaque jour son opposition claire et sans ambiguïté au projet de société porté par le Gouvernement, en appelant régulièrement à faire barrage à la politique de casse sociale à l'œuvre, notamment face à la « réforme » des retraites.

A plusieurs reprises, l'autre candidate de la LREM a révélé l'existence de discussion en cours avec le candidat du Gouvernement au sujet d'une prochaine entente. Le mardi 17 décembre, nous avons appris par voie de presse que la candidate de la majorité appelle au rassemblement sur la base de convergences programmatiques explicites tandis que le candidat du gouvernement s'engage vers un « rassemblement sans exclusive » au soir du premier tour de l'élection municipale. Face à cette manifeste porosité et le flou entretenu entre ces deux candidatures participant pourtant d'une même démarche, les militants et sympathisants socialistes grenoblois ne seront pas dupes.

Ces faits accablants révèlent le bien fondé de nos alertes passées, de nos colères récentes et, finalement, de notre choix : à Grenoble, comme dans de nombreuses villes, nous assistons à une primaire de la macronie, entre la candidate de la majorité et le candidat du gouvernement.

Aujourd'hui, nous réaffirmons que Grenoble en Commun, en rassemblant les gauches et les écologistes, incarne la fidélité aux valeurs communes d'émancipation et de justices sociales chères aux socialistes. Les défis sont majeurs, nous ne dévierons pas, nous répondons présents pour les relever. Anne Hidalgo, socialiste, candidate-maire à la Mairie de Paris ne s'y trompe pas en apportant son soutien à Eric Piolle.

Aussi, dans un souci de clarté, nous demandons aux instances nationales du Parti Socialiste de clarifier au plus tôt leur position quant au soutien accordé à l'équipe du délégué interministériel en congés de ses responsabilités gouvernementales depuis le 6 janvier dernier.

Maxence Alloto, Khadija Ezzarouali, Hosny Benredjeb, Anouche Agobian et Grenoble En Commun.